

# LA MORALE ET LE SOCIALISME...

En 1848, l'Assemblée nationale française, rejetant une proposition de Proudhon, relative à l'impôt sur le revenu, déclarait que le projet constituait une atteinte odieuse aux principes de la morale publique, «*qu'il faisait appel aux plus mauvaises passions*». L'histoire nous montre toujours les privilégiés s'insurgeant, au nom de la morale, contre les hommes généreux qui montrent à l'humanité indécise les voies de la vérité, de la justice et du progrès. Et ce qu'il y a de plus triste, c'est que leurs discours sont écoutés, leurs raisons sont acceptées, tant est incertaine et élastique la morale humaine!

Nous voyons, encore de nos jours, des hommes placés aux points de vue les plus opposés, les factions qui se disputent le pouvoir, les conservateurs et les tribuns, invoquer tous la moralité et la justice: nul ne pourrait dire en quoi consistent la moralité et la justice; mais chacun est persuadé qu'elles sont de son côté. Il est impossible d'ouvrir un journal, de feuilleter un livre, d'assister à une représentation dramatique, de causer avec un citoyen de n'importe quelle classe, sans être frappé des graves discordances qui existent entre les règles qui gouvernent la conduite des hommes.

Notons, d'abord, la contradiction si fréquente qui se produit entre la morale professée et la morale pratiquée. Beaucoup prêchent le devoir du travail et vivent dans l'oisiveté; prêchent la probité et pratiquent l'art d'écorcher son voisin; prêchent l'amour libre et l'égalité des sexes, mais sont des maris jaloux et des tyrans domestiques. Des moralistes rigides vivent au milieu des vices; des philanthropes prêtent à usure; des hommes d'ordre violent systématiquement la loi; des athées recommandent la religion pour les multitudes; on rencontre de ces gens à chaque pas. On sait que les plus *honnêtes* commerçants trompent le public sur les prix, sur la quantité ou sur la qualité des marchandises; que bien des *gentilshommes* d'une délicatesse scrupuleuse dans leurs relations avec des personnes de leur classe, trompent d'un cœur léger une fille pauvre et l'abandonnent ensuite, sans avoir souci des misères de l'enfant non plus que de celles de la mère. Il y a des incorruptibles qui corrompent les autres; des patriotes purs qui ne font que mentir dans leurs relations politiques et diplomatiques; des pères sévères qui enseignent à leurs fils la véracité, la chasteté et autres vertus, sans s'astreindre eux-mêmes à en pratiquer aucune. Il y a plus encore; dans le même temps qu'on apprend aux jeunes gens et aux jeunes filles les préceptes d'une morale rigide et austère, on leur fait comprendre aussi qu'il ne faut pas négliger ses intérêts personnels, qu'il faut se créer une position, faire un *bon* mariage, saisir aux cheveux la fortune au moment opportun, alors même qu'on ferait un accroc au code moral.

Il ne s'agit pas ici d'un accident dans l'application de principes reconnus, mais bien d'une *seconde morale*, de la morale de l'intérêt, qui se fait une place à côté de la morale proprement dite ou *morale du devoir*. Cette morale de l'intérêt est plus en honneur qu'on ne pense; elle est peut-être la vraie morale de notre temps, tandis que l'autre est une morale d'apparat ou du moins ne se manifeste que dans de grandes occasions. Non seulement cette morale de l'intérêt est inculquée par les parents aux enfants, suggérée à l'oreille des amis, mais la voix publique proclame *imbécile* l'homme qui subordonne l'intérêt au devoir. Celui qui consacre sa vie à un noble idéal, non seulement voyage de prison en prison, mais encore sert de cible aux railleries des gens comme il faut, qui le traitent d'ambitieux, de mauvais sujet et même d'homme de sang.

Les gens d'aujourd'hui, - qui en cela ne valent pas moins, mais ne valent pas non plus mieux que ceux d'hier, - rampent aux pieds des puissants; insultent les vaincus; imposent le devoir de la vengeance, tout en vantant la vertu du pardon; méprisent le travail manuel; envient l'oisiveté des riches; excusent et parfois

(1) Extrait du dernier chapitre du livre *Pro e contro il socialismo*, publié à Milan (Trêves, frères, éditeurs), L'auteur a résumé ce livre et la brochure *l'Utopia collettivista*, dans un volume qui va paraître en français sous le titre: *Formes et essence du socialisme*.

louent le séducteur, mais condamnent la fille séduite et font retomber sur les enfants la honte qui devrait (si honte il y a) frapper leurs parents; admirent le criminel, mais réclament la punition exemplaire du crime.

La superficialité, l'incohérence, l'incertitude de nos règles morales sont vraiment merveilleuses. Dans le cercle de la famille, l'homme s'arroge des privilèges et un droit de domination sur la femme. Dans les affaires, usures, contrats léonins, coalitions, fraudes et rapines passent pour des actions licites. Dans la politique intérieure, on ne voit que corruption violente. Dans la politique internationale, les peuples forts et les mieux armés attaquent les faibles (ou du moins ceux qu'ils croient faibles), les dépouillent, les trompent, les corrompent et les exterminent, au nom de la civilisation, soit pour tirer de la guerre des avantages matériels, soit pour satisfaire une lubie de gloire militaire.

Il en est de même entre individus. Tous ont sur les lèvres la maxime évangélique: *«Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit»*. Mais le plus grand nombre des hommes réclament la liberté illimitée pour eux et n'en accordent que le moins possible aux autres, sont très jaloux de leurs droits et peu soucieux de ceux d'autrui. Chacun déclame contre la violence, mais peu se privent de la pratiquer. Il va de soi qu'on ne manque pas de prétextes pour justifier les pires opérations. L'usurier Foucault, dans la *Débâcle*, se vante d'avoir fourni aux soldats prussiens de la viande pourrie, provenant d'animaux morts de maladie, et il croit avoir fait un acte patriotique. Nous avons des arguments pour justifier les plus grandes injustices que nous sommes amenés à commettre: *«Je lui fais ce qu'il m'a fait ou ce qu'il me ferait»*, ou bien: *«Si je ne le fais pas, un autre le fera»*; ou bien encore: *«Comme homme, je devrais agir autrement, mais comme fonctionnaire public...»*. La même personne se conduit de manières très opposées, suivant qu'elle agit comme père de famille, comme homme d'affaires, comme citoyen ou comme membre d'un parti politique, d'une classe, d'un groupe professionnel. La conduite est parfois si contradictoire que nous nous écrivons étonnés: *«On dirait un autre homme!»*. Ce n'est pas l'homme qui change, mais c'est la morale. Il n'y a pas une morale, il y en a plusieurs; il y en a autant qu'il y a de rangs, de conditions parmi les hommes; chacun tient comme licite pour soi des choses qu'il réprouve chez les autres.

Tous les hommes professent, à peu près, les mêmes principes généraux de conduite; mais chacun soumet sa conduite à des principes particuliers souvent opposés aux principes généraux. Le magistrat s'en réfère surtout aux textes de la loi; le fonctionnaire et le militaire s'en réfèrent purement et simplement aux instructions de leurs chefs; le politicien au mot d'ordre de son *leader* et aux intérêts du parti. Il arrive que pour obéir à la loi, au supérieur et en général à l'intérêt du groupe auquel ils appartiennent, le magistrat, le militaire, l'employé, le politicien, le commerçant, le professionniste, sont obligés de transiger avec leur propre conscience. Ils disent alors: *«Comme homme, je le déplore, mais, comme magistrat, j'exécute la loi»*; ou bien: *«l'ordre est injuste, mais je dois obéir»*; ou bien: *«certaines intrigues me répugnent, mais je suis obligé d'y recourir comme homme politique»*. Avec l'exercice, cette subordination de la conscience à un intérêt particulier et à une morale toute spéciale devient une habitude et dépasse les limites dans lesquelles la conduite correspond aux nécessités de la division du travail. La lettre de la loi prévaut contre l'esprit, le fonctionnaire se croit personnellement enchaîné par la volonté et les intérêts de ses supérieurs. La soumission des fonctionnaires au gouvernement est compensée par leur toute puissance à l'égard des sujets. Le magistrat, le policier, etc., contractent l'habitude de disposer du bien et de la liberté des citoyens comme de choses leur appartenant. Le magistrat croit voir un criminel dans tout individu qu'on traduit devant lui. Le soldat placé devant une foule de concitoyens se sent amené à tirer comme s'il était devant l'ennemi. Les militaires, comme les magistrats, sont les instruments dociles de toutes les tyrannies; la seule différence qui existe entre eux, c'est que les premiers ont servi à en fonder quelques-unes.

Les employés sont esclaves du règlement. Celui-ci a été fait en prévision de certains cas déterminés; dans le cas actuel, son application peut heurter la logique, le sens commun, la conscience morale de l'individu. Qu'importe? L'administrateur fera taire la logique, le sens commun, la conscience, pour obéir au règlement. Les prescriptions de pure forme seront exécutées de préférence aux autres. Dans toute l'organisation de l'État, la lettre tue l'esprit, la forme étouffe la substance, le bavardage fait taire l'intérêt public. Çà et là un employé résiste à la routine, un homme de bon sens se révolte contre le formalisme bureaucratique; mais ces tentatives sont facilement réprimées. La pression des organes gouvernementaux triomphe de la résistance des fonctionnaires isolés et des citoyens. Certains actes arbitraires que les gouvernements imposent

aux fonctionnaires publics, mettent à une dure épreuve la conscience de ceux-ci; elle sort rarement intacte de cette épreuve. Grâce à la division du travail, le fonctionnaire se soustrait à la responsabilité de ses actes, rejetant celle-ci sur la loi ou sur ses chefs; à cela s'ajoute l'intérêt spécial du fonctionnaire, qui ne comprend son existence que dans sa carrière; la balance penche donc facilement de ce côté. Rares sont ceux qui résistent et qui, placés entre leur conscience et l'obligation de leurs fonctions, optent pour la première. De là résulte un phénomène étrange: consultés l'un après l'autre, les fonctionnaires d'un gouvernement peuvent lui être opposés et cependant collaborer tous à son maintien; il arrive que chaque fonctionnaire du gouvernement, chaque membre de la société, croyant remplir son devoir, tous concourent cependant à commettre de graves injustices et que tous en subissent. Une lutte continuelle s'établit dans la conscience de tous les hommes. De l'ouvrier, qui souffre plus du sentiment de son oppression que de la faim et de l'excès de fatigue, et qui, à chaque instant, est obligé de choisir entre sa propre dignité, entre ses idées de justice et les exigences de la vie, entre la solidarité qui l'unit à ses camarades et son affection pour sa famille; jusqu'à l'homme de lettres qui est obligé de vendre sa plume, au juge qui doit appliquer des lois injustes, aux capitalistes, aux policiers, aux chefs du gouvernement, contraints, eux aussi, de faire des choses que leur conscience réproche; tous les membres des sociétés contemporaines sont en proie à un indescriptible malaise moral, plus ou moins grand suivant leur degré de sensibilité. Et ceux qui sont inaccessibles aux remords, dit M. Léon Tolstoï, ressentent au moins la peur. Tous agissent contre leurs vrais intérêts et contre les meilleurs sentiments de leur cœur.

Personne n'a aussi bien que M. Tolstoï décrit ce curieux phénomène sociologique. Le propriétaire d'un grand domaine, qui rapporte trois cent mille roubles par an, - raconte l'écrivain russe (2) - voulant augmenter d'une trentaine de mille les revenus, qu'il dépense dans les cercles aristocratiques et les lieux de plaisir de Moscou, Pétersbourg. Nice et Paris, usurpe la propriété d'un bois, dont il avait l'usage en commun avec les paysans de la localité. Les autorités inférieures et supérieures, bien que persuadées du bon droit des paysans, repoussent leurs réclamations; quand ceux-ci, forts de leurs droits séculaires, chassent de la forêt les ouvriers de l'usurpateur, alors intervient le gouvernement. À la requête du propriétaire, des troupes viennent sur les lieux. Alors, de deux choses l'une: ou bien les paysans se soumettent, ou bien ils manifestent quelque velléité de résistance. Dans le second cas, ou même si, à l'arrivée des soldats, les paysans rassemblés ne se dispersent pas à la première sommation, les soldats font feu sur la population désarmée et arrêtent un certain nombre de personnes au hasard: celles-ci sont parfois condamnées à mort. Dans l'autre cas, lorsque les paysans se soumettent de suite, le commandant fait le tour des maisons du village et fait arrêter, sur les indications du propriétaire, ceux qui sont considérés comme les meneurs, ou bien un homme et une femme par maison, ou les plus respectés, les anciens de l'endroit; et ensuite, sur la place publique, devant la population terrifiée, il leur fait donner le knout.

Il y a là, observe M. Tolstoï, une injustice manifeste, reconnue par tout le monde, même par ceux qui y participent personnellement. Gouverneur, commandant, soldats, aucun des auteurs de ce triste drame (sauf le propriétaire) n'a intérêt à faire du mal aux paysans; les soldats ont même un intérêt contraire, parce que leurs frères ou leurs parents peuvent subir à leur tour un traitement analogue. On ne peut pas dire que tous ces hommes soient pervers; car dans leur vie privée ils se montrent humains, quelquefois généreux et sont capables de bonnes actions. Ces individus ne se contentent pas d'accomplir ce qu'on leur impose, ils font du zèle; leur tenue ne traduit pas la moindre émotion douloureuse. Les soldats, durant leur voyage, sont gais; le commandant, le gouverneur, les officiers, fument, boivent dans le train, causent de choses insignifiantes et font la cour aux jolies femmes. Comment se fait-il que tous agissent aussi manifestement contre leurs convictions et beaucoup contre leurs intérêts?

On dit ordinairement qu'ils pensent contribuer au maintien de l'ordre public. Mais d'une part, beaucoup d'entre eux ne se préoccupent pas assez de l'ordre public pour sacrifier leur repos et leurs intérêts à la défense de l'État; et quelques-uns ne laisseront pas échapper l'occasion de s'appropriier tout ce qui peut accroître leur bien-être au détriment de l'État. D'autre part, comment ne se demandent-ils pas si l'injustice, manifeste peut servir à maintenir l'ordre, et si l'ordre fondé sur l'injustice et sur l'oppression du plus grand nombre mérite d'être maintenu? La vérité, dit M. Tolstoï, est que ces individus ne sentent pas la responsabili-

(2) *Le salut est en vous*. Perrin éditeur, Paris.

té de leur conduite, mais se renvoient cette responsabilité de l'un à l'autre. Grâce à la division des fonctions, qui fractionne et dissimule la responsabilité, ces individus deviennent des personnages de convention, perdant conscience de leur individualité; ils se croient investis d'une mission qui les rend supérieurs aux autres hommes, qui les affranchit de la morale commune et qui les oblige à réciter les rôles qui leur sont attribués dans la pièce à jouer.

Nous revenons donc à ce que nous disions plus haut, la morale de la société actuelle est incertaine et contradictoire. Les contrastes entre la conduite privée et la conduite publique, entre les sentiments et les institutions, et entre les différentes morales adoptées par les différents agrégats sociaux, sont choquants au plus haut degré.

Quel sera le remède? Ici les opinions diffèrent. «*Réformez l'homme pour réformer la société*», disent les uns; les autres répondent: «*Réformez la société pour réformer l'homme*». Qui a raison? Sans doute les uns et les autres. La réforme des mœurs est gênée par les lois et par la constitution sociale, et réciproquement. Il faut agir en même temps sur l'homme et sur la société. M. Tolstoï nous a décrit, avec une clarté parfaite, les injustices dont les hommes sont, tour à tour, acteurs et victimes; mais il n'a pas assez montré la puissance de la coercition qu'exerce sur chacun de nous l'organisation sociale. Il est très vrai que nous agissons, continuellement et à quelque classe que nous appartenions, en opposition avec ce que nous dicte notre conscience; mais il est vrai aussi que nous ne pourrions, quelle que fût notre bonne volonté, agir autrement. Le capitaliste, le marchand, le politicien qui seraient tourmentés par trop de scrupules de conscience, non seulement encouraient la réprobation de leurs classes, mais encore serviraient mal leurs intérêts; ils seraient obligés de se retirer et de laisser la place à d'autres.

Théoriquement, un propriétaire peut renoncer à ses fermages et se réduire à la misère; le soldat peut refuser le service et se faire condamner comme déserteur; l'ouvrier peut se révolter contre le patron et quitter l'usine. Mais les contradictions ne cessent point pour cela, car le système qui les produit ne cesse pas. Jamais on ne manquera de propriétaires, de soldats, d'ouvriers, non plus que d'espions, de policiers, de souteneurs et de prostituées dans la société actuelle. La solution du problème social ne peut résulter exclusivement d'un changement spontané, intime, dans la conscience et la conduite de l'individu. Le changement des sentiments et de la moralité individuelle est nécessaire, mais il doit être accompagné d'un changement correspondant dans la constitution sociale.

M. Tolstoï recommande de ne pas faire ce qu'on trouve mauvais, de ne pas agir comme la société actuelle qui trouve insensés ses propres actes. Ces paroles sont admirables, d'autant plus qu'elles sont en accord avec la vie de l'auteur. Peut-être son exemple, plus encore que sa doctrine, a permis à M. Tolstoï de trouver des disciples et des imitateurs, surtout dans son propre pays; là se comptent par milliers les hommes qui ont renoncé aux privilèges de la naissance et de la richesse, aux profits matériels que peuvent procurer l'intelligence et l'instruction, et qui sont allés au milieu du peuple vivre de sa vie, pour soigner ses plaies physiques et morales.

Mais après avoir rendu hommage à l'élévation de la doctrine et reconnu sa force impulsive, il nous faut déclarer que cette doctrine n'est pas capable de changer l'état de choses actuel, à moins que tous ne se mettent à la suivre, et c'est une hypothèse invraisemblable. M. Rod fait observer même que les plus fervents admirateurs de M. Tolstoï en Occident n'ont pas changé leur manière de vivre.

Faut-il conclure, avec M. Rod, que les principes de M. Tolstoï sont vrais, mais sont trop élevés, qu'il faut les diluer, les adoucir, les atténuer, pour les rendre assimilables, en petites parties seulement, à l'humanité contemporaine? Faut-il croire que des principes vrais théoriquement modifieront seulement d'une manière très faible, dans la pratique, notre moralité? Une telle manière de concevoir la morale comme une chose absolue, qui existe pour soi-même dans un monde supérieur, sinon étranger à la vie, - le dualisme que l'on arrive à admettre entre la morale professée et la morale pratiquée, entre l'idéal et le réel en morale, - est une des erreurs invétérées de l'esprit humain. Nous devons nous débarrasser de cette illusion. Aucune vérité réellement vraie n'est inapplicable; une vérité qui ne peut se mettre en pratique, en tout ou en partie, n'est pas complètement vraie et contient une part d'erreur.

Dans le cas actuel, l'erreur consiste à croire que les mœurs, les sentiments, se modifient par eux-mêmes, et qu'une fois modifiés, ils modifient les institutions. L'erreur contraire consiste à croire que les changements apportés aux institutions, aux structures sociales, créent nécessairement dans l'homme de nouveaux sentiments, de nouvelles mœurs. Ce sont là deux vérités partielles qui se complètent et se corrigent réciproquement. La réforme ne doit avoir pour objet ni exclusivement les sentiments, ni exclusivement les conditions de vie et les relations sociales; elle doit embrasser la conscience et la vie, les lois et les mœurs, l'individu et la société.

Le changement doit porter sur la forme et sur le fond. Sans un changement dans les principes et dans les sentiments, aucun changement dans les institutions ne serait efficace. A quoi servirait d'avoir changé l'étiquette du système économique, l'enseigne extérieure des usines, des boutiques, des propriétés, d'avoir écrit *Association des travailleurs*, ou *Coopérative communale*, là où était écrit *Propriété d'un tel* ou *Société anonyme*, s'il y avait toujours des ouvriers cherchant volontairement un patron pour organiser leur travail, pour leur assurer un salaire, pour prendre à sa charge les risques de l'entreprise et s'en réserver les gains? A quoi servirait d'avoir proclamé le principe «à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses forces», si quelques hommes prétendaient avoir des besoins supérieurs à ceux des autres, sans éprouver le besoin et sans avoir la volonté de travailler comme les autres; en d'autres termes s'il leur plaisait de vivre au dépens des autres? Ou encore, si entre association et association, entre commune et commune, il surgissait des rivalités et des luttes, sinon sanglantes, du moins économiques, et si l'un cherchait à profiter du besoin, du malheur ou de l'ignorance de l'autre et à améliorer sa position au détriment d'autrui? Si les hommes continuaient à être moralement ce qu'ils sont aujourd'hui, les inégalités des conditions reparaitraient bientôt dans la société, et, avec elles, «la force qui se fait nommer droit», inséparable compagne et fidèle servante du monopole.

Réciproquement, on ne peut obtenir le relèvement moral de l'homme tant que dure la lutte brutale pour l'existence entre les hommes ; de plus aucun principe ne peut opérer sans revêtir des formes concrètes; et les principes essentiels du socialisme n'échappent point à cette règle. L'abolition des monopoles et du salariat, la solidarité et l'appui mutuel, ne doivent pas seulement être proclamés, il faut aussi les actualiser dans des institutions vivantes.

La morale peut et doit donner les principes fondamentaux du nouvel organisme social; mais les organismes pratiques de la société future dépendent de l'économie, de la politique, du droit, de la sociologie. Ces sciences, bien entendu, doivent puiser dans la morale leurs principes directeurs: récemment ou a cherché à les en rendre indépendantes, on sait avec quel succès? L'économie, non contente de séparer les phénomènes économiques et moraux pour la facilité de l'observation, avait éliminé réellement l'élément moral dans l'appréciation des faits économiques; mais elle a été obligée depuis de refaire ses théories. De même, on a voulu soumettre les phénomènes politiques à des formules arithmétiques, comme si les hommes étaient des nombres et si la société était la somme de ces nombres; le calcul n'était pas d'accord avec l'expérience; la souveraineté populaire restait un mythe; le gouvernement de la majorité se transformait en tyrannie d'une minorité; la division des pouvoirs se transformait en une coalition dirigée contre les gouvernés; la loi en arbitraire et la justice en violence. Le droit aussi proclama qu'il était indépendant de la morale; le droit de propriété, l'obligation des contrats, l'égalité légale étaient transformés, de même que les notions de crime, en concepts juridiques abstraits. Alors furent consacrées, consommées, au nom du droit, les plus grandes injustices. De même, la nouvelle école du droit pénal peut imputer son insuccès relatif à l'absence d'une bonne théorie morale. Comment peut-on comparer le criminel avec l'homme honnête ou normal, sans avoir une pré-notion de la moralité ou de la normalité de la conduite, et surtout en soutenant (avec M. Ferri) que la responsabilité morale diffère totalement de la responsabilité sociale ou en niant en fait la première? Nous sommes arrivés à rejeter tellement l'idée de responsabilité qu'il nous semble tout naturel d'assimiler le héros, le malfaiteur, le fou et le dégénéré; et qui s'entend traiter par un écrivain, de dégénéré et de fou, ne sait s'il doit se fâcher ou remercier.

Nous revenons donc, encore une fois, à ce que nous avons déjà dit, c'est-à-dire à l'incertitude de nos règles morales et à la nécessité de développer, non seulement de nouveaux sentiments, mais aussi de nouveaux principes de conduite, qui puissent éclairer la marche de la science et la vie. Entre les moralistes de

profession règne aussi la discorde. L'un déclare que la lutte pour l'existence est la loi suprême de l'universel par suite de la société; un autre soutient que la violence est un mal, alors même qu'elle est employée à repousser la violence et à défendre son existence. Celui-ci dit que tout est licite: «*Faites ce que vous voudrez*». Celui-là nie la volonté et la responsabilité de l'individu, fait de l'homme un automate, dominé par des forces irrésistibles, qui gouvernent, avec une égale précision et une égale rigueur, le monde physique et le monde moral. Et chose plus étrange encore, les mêmes personnes professent des doctrines opposées, sans s'apercevoir des contradictions. M. Tolstoï, qui veut cependant défendre la liberté individuelle, dit: «*Le cheval attelé avec d'autres chevaux à une voiture n'est pas libre de ne pas marcher devant la voiture. S'il ne marche pas, la voiture le poussera et il sera bien forcé de marcher. Mais, bien que sa liberté soit ainsi limitée, il est libre de choisir entre tirer et être poussé. Il en est de même pour l'homme*».

Ainsi les hommes - et même tous les hommes unis ensemble, - n'exercent pas la moindre action sur le monde extérieur; ne peuvent ni modifier le milieu dans lequel ils se trouvent, ni établir une forme de coopération capable de faire tourner à leur commun avantage ces forces naturelles, qui souvent les gênent; ou du moins ce pouvoir humain, qui est cependant aussi une force naturelle, est passé sous silence! La liberté de l'homme est limitée à vouloir ou ne pas vouloir traîner la voiture à laquelle il est attelé. Si c'est là ce que pense, ou du moins ce que dit un homme tel que M. Tolstoï, dont les idées morales sont si élevées, que ne diront pas les autres? que ne diront pas les partisans de «*la conception matérialiste de l'histoire?*», ou ceux qui suivent, exagèrent et travestissent les doctrines darwinienne, spencérienne et marxiste? Déjà quelques-uns se sont emparés de la négation du libre-arbitre pour demander l'extermination des délinquants, des fous, des malades. D'autres appliquent cette théorie aux délits politiques et la traduisent ainsi: «*Si vous êtes honnête, vous êtes d'autant plus dangereux et vous devez être supprimés*». Ces moralistes paradoxaux, - qui du reste n'ont rien inventé, car leur théorie n'a été que trop celle de tous les tyrans, - invoquent le principe de la lutte pour l'existence, pour justifier et encourager les résistances insensées que les classes dirigeantes opposent au socialisme et à la systématisation des rapports sociaux. D'autres ont dit: «*Si tous les hommes, bons et mauvais, ceux qui commandent, ceux qui exécutent et ceux qui se soumettent, sont irresponsables, autant vaut frapper l'un que l'autre. Dieu choisira les siens!*».

Quand on a nié la liberté, nié le devoir, nié la responsabilité morale, proclamé l'existence de lois économiques et historiques fatales et immuables, les notions de bien ou de mal, de licite ou d'illicite, deviennent singulièrement confuses. «*Pourquoi ne pas voler, ont dit quelques-uns? Pourquoi garder la parole donnée? Pourquoi ne pas vivre des profits de la prostitution? Pourquoi ne pas faire le mouchard?*» — Et pendant que ces doutes tourmentent les esprits incultes, mais sincères, des travailleurs, les classes dirigeantes, corrompues et affaiblies par le pressentiment de leur ruine prochaine, invoquent le secours de la religion: elles n'ont plus la foi, mais elles voudraient que les multitudes continuassent à croire.

Vain espoir! Le christianisme se meurt, frappé non point par la science, mais par la morale nouvelle. Le socialisme est son véritable ennemi, bien plus que l'athéisme. Contre la science, l'Église peut encore se défendre; mais elle ne peut se défendre contre la conscience que les multitudes sont en train d'acquérir de leurs droits et de leurs destinées sur la terre. L'Église chrétienne en général, celle de Rome en particulier, ne peut revivre; car, si ses dogmes répugnent à la raison, sa morale répugne à la conscience de l'homme moderne. Ses complaisances pour les maîtres, ses tergiversations, ses hypocrisies et ses contradictions sont plus révoltantes que la croyance à l'Homme-Dieu, à la Vierge-Mère, aux sept jours de la création et à la fabrication de la première femme avec une côte enlevée à Adam endormi.

Le christianisme d'aujourd'hui ne ressemble guère au christianisme primitif, qui proscrivait la propriété individuelle, qui ordonnait d'éviter toute participation à la guerre, qui défendait de prononcer des condamnations, de rechercher les dignités et même de recourir aux tribunaux. On ne saurait donc, en parlant du christianisme contemporain, dire avec Balzac qu'il est «*un système de répression de tous les instincts mauvais*», ni avec M. de Molinari qu'il est «*l'assureur de la justice*».

La morale chrétienne postérieure qui proclamait le droit des «*supérieurs*» dans les rapports publics et privés, - qui enseignait la résignation aux opprimés, et les invitait à confier leurs espérances à une justice posthume et toute inspirée de l'esprit de vengeance (3); - cette morale en vertu de laquelle, comme dit Giusti:

«le vieux à ses derniers jours paie aux moines la dette de ses péchés, laisse ses enfants pauvres et met pieusement ses rentes entre les mains de Dieu»; - cette morale qui avait fini par engendrer l'idée que l'on pouvait commettre toute scélératesse sauf à laver la faute avec une bonne confession, avec des messes pour les âmes du purgatoire ou même avec un simple repentir au moment de la mort; cette morale est celle dont la perte est pleurée à chaudes larmes par des philosophes positivistes!

Et cependant on devrait comprendre qu'il est inutile de vouloir galvaniser un cadavre et qu'il faut constituer l'éthique sur des bases indépendantes et positives.

L'éthique a été, non seulement négligée, mais encore presque méprisée dans ces dernières années. D'un côté, elle a souffert d'avoir été trop fortement soudée à la religion, d'un autre côté, elle paraissait réfractaire à la méthode positive, - beaucoup de faits intimes de la conscience échappant à l'analogie la plus soigneuse et tous ayant pour caractère essentiel de ne pouvoir fournir des nombres, des séries statistiques, de ne pouvoir être exprimés par des diagrammes. La récente négation du libre arbitre paraissait conduire même à la négation de l'éthique; et celle-ci paraissait inutile depuis la vogue du fatalisme économique et historique. Il en est résulté que la vieille morale est morte sans qu'une autre soit venue au jour. Nous avons perdu notre croyance dans la morale absolue et immuable, dans les principes éternels, dans les distinctions de la vertu et des péchés suivant la nature et contre la nature, dans l'impératif catégorique; et nous tous, - sans distinction de parti, de classe ou d'école, - nous tâtonnons dans le vide, nous hésitons entre le vice et la vertu, entre le crime et l'héroïsme, nous appuyant sur des traditions et des usages à moitié morts et seulement soutenus, au milieu de la misère actuelle, par la vague intuition d'une morale qui va naître.

**Saverio MERLINO.**

-----

(3) Lire dans la *Cité de Dieu*, ce que Saint Augustin dit du paradis, dans lequel les justes éprouvent la joie suprême de voir leurs ennemis brûler et se désespérer dans le feu éternel. (Cite par Nietzsche dans la *Phénoménologie de l'éthique*).